

**Lutte contre le terrorisme - Mali -
Syrie - Union européenne - Réponse
de M. Bernard Cazeneuve, Premier
ministre, à une question à
l'Assemblée nationale
(Paris, 31 janvier 2017)**

Je vous remercie de votre question, Madame la Députée. Elle porte sur plusieurs sujets qui sont au coeur non seulement des préoccupations de la diplomatie française, mais aussi des discussions au sein de l'Union européenne, notamment entre la France et l'Allemagne. Pour répondre précisément à cette question, il faut considérer les faits. Si l'on prend un peu de recul sur l'action diplomatique menée par le président de la République au cours du quinquennat, on constate que nous avons été très présents. Cette présence là où essaimait le terrorisme, notamment sur la bande sahélienne, est d'ailleurs reconnue, comme en témoigne le dernier sommet Afrique-France tenu à Bamako.

Ce que nous avons fait au Mali en raison des valeurs dont nous nous réclamons, ce que nous avons fait en Centrafrique, ce que nous faisons par la présence de la force Barkhane, tout cela montre, dans cette région où le terrorisme menace et où des crimes sont commis, qu'au nom de nos valeurs et par les initiatives que nous prenons, nous sommes là ! Nous sommes également présents au Levant, où nous avons pris des initiatives depuis le début du quinquennat. Nous avons été, lorsque la situation en Syrie s'aggravait, parmi les premiers à insister pour la mise en oeuvre d'une solution politique inclusive, sans laquelle nous estimions qu'il serait impossible de lutter efficacement contre le terrorisme. Si les États-Unis avaient adopté en juillet 2013 une autre position que celle qu'ils ont prise alors que nous leur demandions de prendre conscience de la gravité de la situation, l'évolution des choses aurait été très différente. Nous n'avons cessé d'agir dans cette partie du monde, contrairement à ce que vous laissez entendre dans votre question. Nous l'avons fait lorsqu'il s'est agi de voter la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies prévoyant un nouveau rendez-vous à Genève après que les rencontres d'Astana ont montré leurs limites et se sont révélées décevantes, alors même qu'on nous expliquait dans cet hémicycle qu'il fallait reconsidérer nos alliances et toute notre stratégie et nous précipiter dans l'organisation de ce genre de réunion pour aboutir plus vite à des solutions qui, encore récemment, se sont révélées dépourvues de pertinence.

Nous sommes présents au sein de l'Union européenne, plus que nous ne l'avons jamais été, pour protéger le continent européen. Nous avons été à l'origine, avec les Allemands, du renforcement des moyens de Frontex et de la modification du code frontières Schengen, notamment de son article 7-2, permettant de procéder à des contrôles systématiques aux frontières extérieures de l'Union européenne. Nous avons été à l'origine de la mise en place de dispositifs d'interconnexion des fichiers permettant de lutter efficacement contre le terrorisme. Nous avons été, avec les Allemands, à l'origine du mandat donné à Mme Guérini visant à créer les conditions d'une maîtrise accrue de l'immigration économique irrégulière avec des pays comme le Niger.

Par conséquent, Madame la Députée, sur tous les sujets que nous avons évoqués, nous avons non seulement pris l'initiative, mais nous avons aussi obtenu des résultats dans un monde plus difficile, plus conflictuel et plus dangereux qu'il ne l'a jamais été./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)